

AFAR TIMES[©]

La revue du Monde Afar

Afar Times - Édition n°20 | Février 2026



Tadjourah : EN QUÊTE DE FLUX

Tadjourah, le port qui attend toujours son destin



Lorsque les premiers navires accostent au port de Tadjourah en 2017, l'infrastructure porte les espoirs d'un rééquilibrage territorial rarement assumé mais largement nécessaire. Le nord du pays, longtemps tenu à distance des grands circuits économiques, devait enfin disposer d'un outil stratégique : un port moderne, calibré pour accueillir le trafic minier éthiopien, capable de redessiner la géographie logistique nationale.

Neuf ans plus tard, la promesse a laissé place à un paradoxe saisissant. Là où le complexe Djibouti-Doraleh a traité près de deux mille navires en 2025, Tadjourah n'en a reçu que huit, dont trois concentrés sur le mois de novembre 2025 après plus de sept mois d'inactivité totale.

Ce contraste résulte d'un faisceau de choix économiques, logistiques et administratifs qui ont façonné un modèle portuaire extrêmement concentré autour de la capitale, reléguant Tadjourah dans une forme d'hibernation institutionnelle.

Un port performant mais laissé à la marge

Les escales rares de 2025 ont toutefois montré que **Tadjourah n'est pas un port déficient**. Les opérations de déchargement menées en des délais courts, avec une coordination fluide et une précision soulignée et saluée par les transporteurs éthiopiens montre la vitalité du port et l'engouement de ses travailleurs.

Tadjourah, le port qui attend toujours son destin

Cette mise en perspective est essentielle : Tadjourah ne manque pas de capacité, mais de flux. Une absence de flux entretenu par l'architecture même de la stratégie portuaire nationale.

Le corridor Tadjourah-Balho, un avantage logistique ignoré

Contrairement à une idée persistante, Tadjourah n'est pas handicapé par l'éloignement. La route Tadjourah-Balho (RN11), longue d'environ 120 km et inaugurée en 2019 à l'issue d'un investissement de 156 millions de dollars, est l'une des rares infrastructures routières récentes du pays. Elle a été conçue précisément pour réduire le temps de trajet des poids lourds vers l'Éthiopie et **désengorger le corridor historique par Djibouti-Galafi**.

Plusieurs documents techniques, djiboutiens comme éthiopiens, décrivent cette route comme capable de réduire sensiblement la durée de transit, notamment pour les transporteurs opérant dans les régions d'Afar et du Tigré. Lors d'une opération pilote, plus de 1 250 camions ont emprunté ce corridor dans des conditions jugées satisfaisantes.

À l'inverse, la route Djibouti-Dikhil-Galafi est **régulièrement décrite par les rapports internationaux** comme « largement en mauvais état ». Des sections entières restent dégradées, rallongeant les trajets, augmentant les coûts et usant prématurément les véhicules. Une part des tensions logistiques récentes entre Djibouti et Addis-Abeba trouve d'ailleurs son origine dans la dégradation de cet axe. Ainsi, du strict point de vue routier, Tadjourah n'est pas défavorisé. Il dispose d'un corridor moderne, moins congestionné et potentiellement plus performant vers une partie du hinterland éthiopien.

Une décennie d'investissements massifs concentrés... ailleurs

Le contraste s'explique aussi par la concentration des investissements. Depuis 2017, plus de **cinq milliards de dollars** ont été mobilisés pour transformer le sud du pays en hub logistique régional. Doraleh a bénéficié de l'extension de son terminal à conteneurs, de la montée en puissance de son port polyvalent et de l'intégration logistique avec la ligne ferroviaire Addis-Djibouti. Damerjog a reçu des infrastructures colossales : zone industrielle, terminal bétail, jetée pétrochimique, installations énergétiques et projets LNG. La zone franche internationale a, elle, vu naître plus de mille hectares d'entrepôts, de parcs industriels et de chaînes d'assemblage.

Dans ce modèle en étoile centré sur la capitale, Tadjourah n'a pas connu la moindre phase deux de développement. Aucun investissement complémentaire n'est venu soutenir l'infrastructure existante.

La gouvernance du port renforce cette situation d'incertitude et de précarité. Le port de Tadjourah ne dispose pas de budget propre : sa comptabilité est assurée depuis Doraleh, ses dépenses dépendant d'arbitrages extérieurs. Dans ces conditions, impossible d'investir dans une montée en gamme, de diversifier les activités, de structurer un parc logistique ou même de planifier une stratégie commerciale.



Tadjourah, le port qui attend toujours son destin

Un impact social réel mais rarement discuté

Si le port de Tadjourah reste structurellement sous-utilisé, il demeure néanmoins une source essentielle d'activité pour la région. Les **deux cents agents** employés sur le port représentent autant de familles qui dépendent de cette infrastructure, soit indirectement près d'un millier de personnes. Dans une zone où l'économie formelle est limitée, ces salaires constituent l'un des principaux leviers de consommation locale.

Lorsque les rémunérations connaissent des retards – ce qui arrive dans des périodes d'inactivité prolongée – l'impact se répercute immédiatement sur la ville. Baisse de la consommation, recours accru à l'endettement familial, difficultés d'accès aux soins, fragilisation du commerce local : les effets sont tangibles.

Le besoin de sécurité sociale, notamment via l'affiliation à la CNSS, est d'autant plus crucial que ces familles n'ont souvent **aucune autre protection**. Le droit du travail impose un versement mensuel du salaire et une couverture sociale obligatoire ; dans les faits, l'application de ces normes reste inégale lorsque le port traverse de longues périodes sans revenus propres.

Ces difficultés ne relèvent pas d'une logique de victimisation : elles illustrent simplement les effets d'un port fonctionnel laissé en sommeil dans un environnement régional fragile et géré depuis la capitale.

La perspective d'un redémarrage reste possible



Le récent intérêt d'opérateurs internationaux pour la modernisation du port pourrait, à terme, modifier cette trajectoire, à condition qu'il s'accompagne d'une vision territoriale claire : création de zones logistiques, partenariats régionaux, structuration du corridor vers l'Éthiopie, diversification des flux, montée en compétence des équipes locales.

Tadjourah dispose des atouts techniques pour devenir un port efficace dans un écosystème plus équilibré. Mais son avenir dépendra moins de sa capacité intrinsèque que de la place qu'on voudra bien lui donner dans la stratégie portuaire nationale.

Pour l'heure, Tadjourah demeure une illustration rare : une infrastructure pleinement opérationnelle, dotée d'un personnel formé et professionnel, mais sans mission réelle.

Un port moderne qui, par sa position stratégique, pourrait jouer un rôle important dans l'équilibre logistique national, mais qui reste aujourd'hui boudé par les flux et marginalisé dans l'architecture portuaire du pays. ■

Seconde ligne d'interconnexion Éthiopie - Djibouti :

Sécurisation énergétique ou dépendance renforcée ?

Voici une information stratégique qui est passée quasi-inaperçue. La signature de la construction de la seconde ligne d'interconnexion électrique entre l'Éthiopie et la République de Djibouti confiée par Électricité de Djibouti à une société indienne. Ce projet est largement présenté comme une réponse structurelle aux fragilités du système électrique djiboutien.

Conçue pour relier Samara en Éthiopie à Nagad au sud-est de Djibouti-ville par une ligne haute tension **230 kV** à double circuit, cette infrastructure vise officiellement à renforcer la fiabilité de l'approvisionnement, à réduire les coupures et à accompagner la croissance économique du pays. Toutefois, derrière ces objectifs consensuels, le projet révèle des **limites importantes qui interrogent la stratégie énergétique** de Djibouti à moyen et long terme.



Sur le plan technique, l'argument de la redondance est difficilement contestable. Depuis 2011, Djibouti dépend quasi exclusivement **d'une seule interconnexion avec l'Éthiopie** pour assurer l'essentiel de sa consommation électrique. La mise en service d'une seconde ligne permet effectivement de réduire le risque de rupture brutale d'alimentation en cas d'incident majeur. Néanmoins, cette solution reste une réponse à une vulnérabilité structurelle depuis l'indépendance, et non une transformation du modèle énergétique national.

Djibouti demeure structurellement dépendant d'un fournisseur unique et d'un système électrique étranger sur lequel il ne dispose d'aucun contrôle. Cette dépendance pose un problème stratégique évident. L'électricité importée provient majoritairement de l'hydroélectricité éthiopienne, elle-même exposée aux aléas climatiques, notamment aux périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes dans la Corne de l'Afrique.

À cela s'ajoutent des risques géopolitiques régionaux et des arbitrages internes à l'Éthiopie, où la priorité donnée à la consommation domestique pourrait, à terme, limiter les capacités d'exportation. La seconde ligne ne supprime donc pas le risque systémique, elle le déplace et le dilue temporairement.

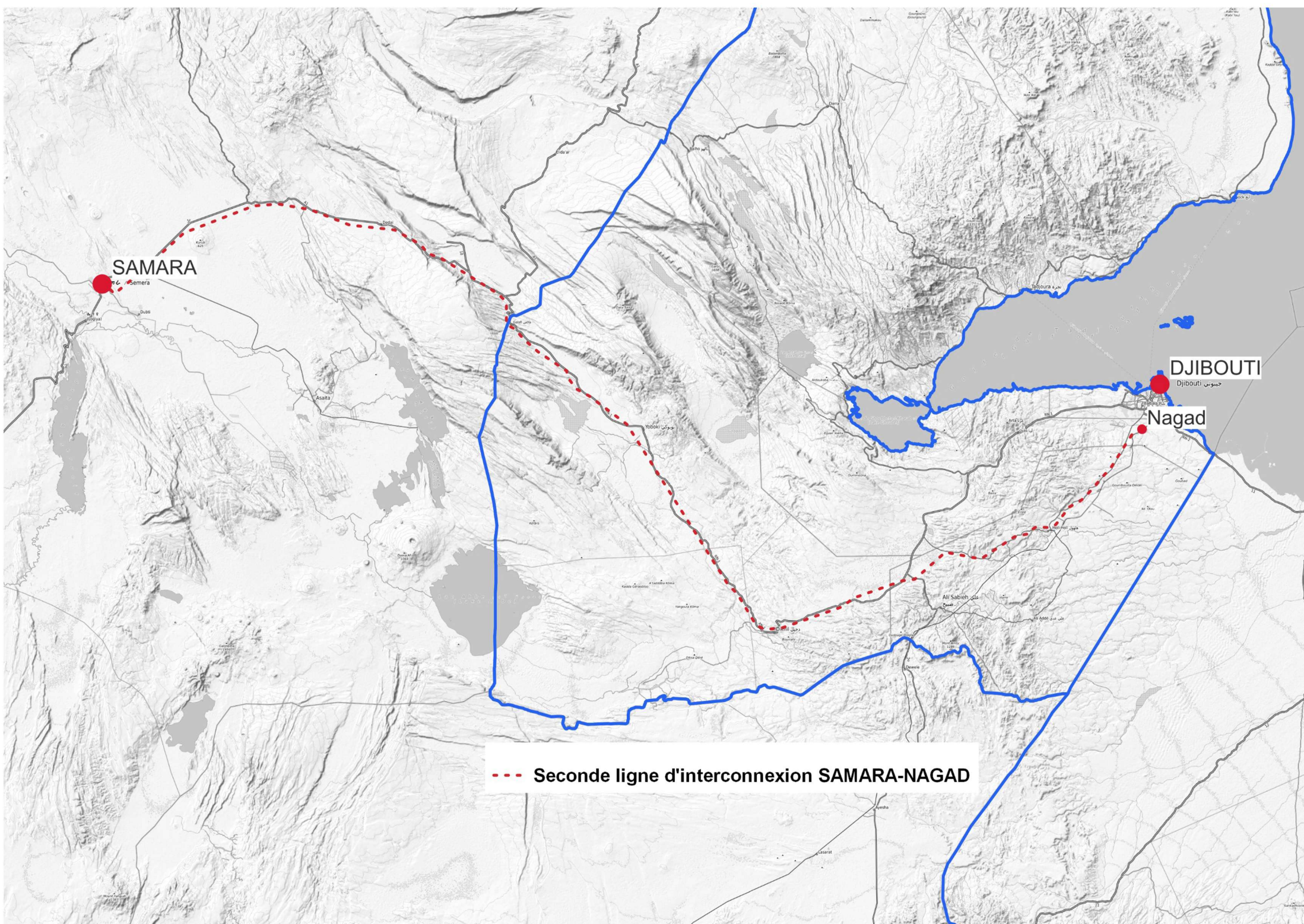
Seconde ligne d'interconnexion Éthiopie - Djibouti : Sécurisation énergétique ou dépendance renforcée ?

Sur le plan économique, l'investissement consenti - environ 75 millions de dollars pour la partie djiboutienne - soulève également des questions de soutenabilité. Si la réduction du coût du kilowattheure est souvent mise en avant, peu d'éléments publics permettent d'évaluer précisément l'impact réel sur les factures des ménages et des entreprises à long terme. Les coûts de maintenance, de gestion du réseau, ainsi que la dépendance aux accords commerciaux bilatéraux, peuvent progressivement réduire les gains attendus. Dans un contexte de finances publiques contraintes, ce type de projet doit être évalué non seulement en termes de sécurité, mais aussi en termes **d'opportunités alternatives**.

Le principal risque de ce projet est peut-être **d'ordre stratégique**. En sécurisant l'importation d'électricité à court et moyen terme, Djibouti pourrait **retarder le développement de ses propres capacités** de production, notamment la géothermie, pourtant prometteuse, dont les travaux en phase exploratoire ont été abandonnés à **Fialé** et n'ont même pas débuté à **Gaala Le Koma**. La seconde interconnexion, si elle n'est pas accompagnée d'une politique volontariste de production locale, risque ainsi de renforcer une dépendance structurelle plutôt que de préparer une véritable autonomie énergétique.

Est-ce à dire que le mix électrique 100% d'origine renouvelable à l'horizon 2035 martelé par le gouvernement s'affranchit de la souveraineté du pays ?

En définitive, la seconde ligne d'interconnexion constitue un outil de sécurisation nécessaire, mais insuffisant. Sans une vision intégrée combinant importation, production nationale, efficacité énergétique et gouvernance renforcée, elle pourrait devenir **un symbole supplémentaire de dépendance** à l'Éthiopie plutôt qu'un levier de transition durable. ■



Quand la légitimité des peuples défie l'immobilisme diplomatique

Alors que la Corne de l'Afrique demeure l'un des théâtres géopolitiques les plus instables du continent, une prise de position politique récente est venue bousculer les lignes d'un consensus diplomatique figé depuis plus de trente ans. En reconnaissant publiquement le droit du Somaliland à l'autodétermination et à l'indépendance, le **Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie** (FRUD), principale force historique de l'opposition djiboutienne, a rappelé une vérité que nombre d'États préfèrent ignorer : la stabilité durable ne se construit pas sur le déni des peuples.

Le communiqué du FRUD, publié le **16 janvier 2026** et signé par son président **Mohamed Kadamy**, n'a rien d'un geste improvisé. Il s'inscrit dans une continuité politique rarement soulignée. Dès 1992, sous la direction de son président historique **Ahmed Dini Ahmed**, le mouvement reconnaissait déjà sans ambiguïté le droit du peuple somalilandais à disposer de lui-même. À une époque où le Somaliland était condamné à l'invisibilité diplomatique, ce soutien relevait d'un acte de lucidité politique et de cohérence morale.

Cette solidarité plonge ses racines dans une histoire commune de résistances face à des régimes autoritaires, à la marginalisation politique et à la violence d'État.



Dès les années 1980 et 1990, les cadres du FRUD ont soutenu le mouvement national somalilandais sur la scène internationale, accompagnant ses représentants en Europe.

Mohamed Kadamy a rencontré les figures fondatrices du leadership somalilandais **Mahmoud Silanyo** à Londres et **Abdirahman Ahmed Ali Tuur** à Paris, à un moment où l'enjeu n'était pas la reconnaissance, mais la survie politique.

Le 31 janvier 2026, cette convergence historique a trouvé une expression publique forte à **Anvers**, lors des célébrations organisées par la diaspora somalilandaise européenne à l'occasion de la première reconnaissance officielle du Somaliland. Invité formellement par les représentants somalilandais, le président du FRUD a pris part à cet événement hautement symbolique.

Somaliland : Quand la légitimité des peuples défie l'immobilisme diplomatique

Sa présence a consacré la **proximité politique entre les deux camps** et rappelé, devant l'opinion publique internationale, le soutien ancien, constant et assumé du FRUD à l'indépendance du Somaliland. Dans un contexte régional marqué par les pressions, les intimidations et les tentatives d'isolement, cet acte avait valeur de déclaration politique.

Car le paradoxe demeure saisissant. Depuis plus de trois décennies, le Somaliland a démontré **sa capacité à construire un État fonctionnel**, doté d'institutions stables, de processus électoraux crédibles et d'une résilience remarquable, dans une région ravagée par les conflits. Dans le même temps, la communauté internationale continue de lui refuser toute reconnaissance, au nom d'une fiction diplomatique : celle d'un État somalien unifié, dont l'effondrement structurel est pourtant manifeste.

L'argument régulièrement invoqué de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation ne résiste pas à l'examen. Le Somaliland était **un État indépendant le 26 juin 1960**, reconnu par une trentaine de pays, avant de choisir volontairement l'union avec la Somalie italienne le 1er juillet de la même année. Cette union, non consolidée juridiquement et politiquement, a conduit à des décennies de marginalisation et de répression, culminant dans **la rupture de 1991**. De surcroît, lorsque ce principe fut adopté en **1964** par l'Organisation de l'unité africaine, la Somalie elle-même avait émis des réserves. Le recours actuel à ce dogme relève donc davantage de l'opportunisme politique que du droit international.

Pourquoi, dès lors, une telle hostilité persistante de la part de certains États voisins, notamment la Somalie et Djibouti, à l'égard de la reconnaissance du Somaliland ? La réponse est moins juridique que politique. La réussite du Somaliland constitue un contre-modèle dangereux pour des régimes fondés sur la confiscation du pouvoir, la répression et l'absence d'alternance. Elle démontre qu'une autre trajectoire est possible dans la Corne de l'Afrique : fondée sur le consentement populaire, la responsabilité politique et la stabilité institutionnelle.

Dans ce contexte, la position du FRUD revêt une portée régionale plus large. En dénonçant les ingérences, les tentatives de déstabilisation et les stratégies de projection de crises menées par certains régimes, le mouvement djiboutien rappelle que la souveraineté des peuples ne peut être indéfiniment sacrifiée sur l'autel de la realpolitik.

Reconnaître le Somaliland ne constituerait pas une menace pour l'ordre régional. Ce serait, au contraire, un acte de **réalisme politique** et de justice historique. À l'heure où la communauté internationale cherche des modèles de stabilité dans la Corne de l'Afrique, continuer à ignorer l'évidence relève moins de la prudence que de l'aveuglement. ■



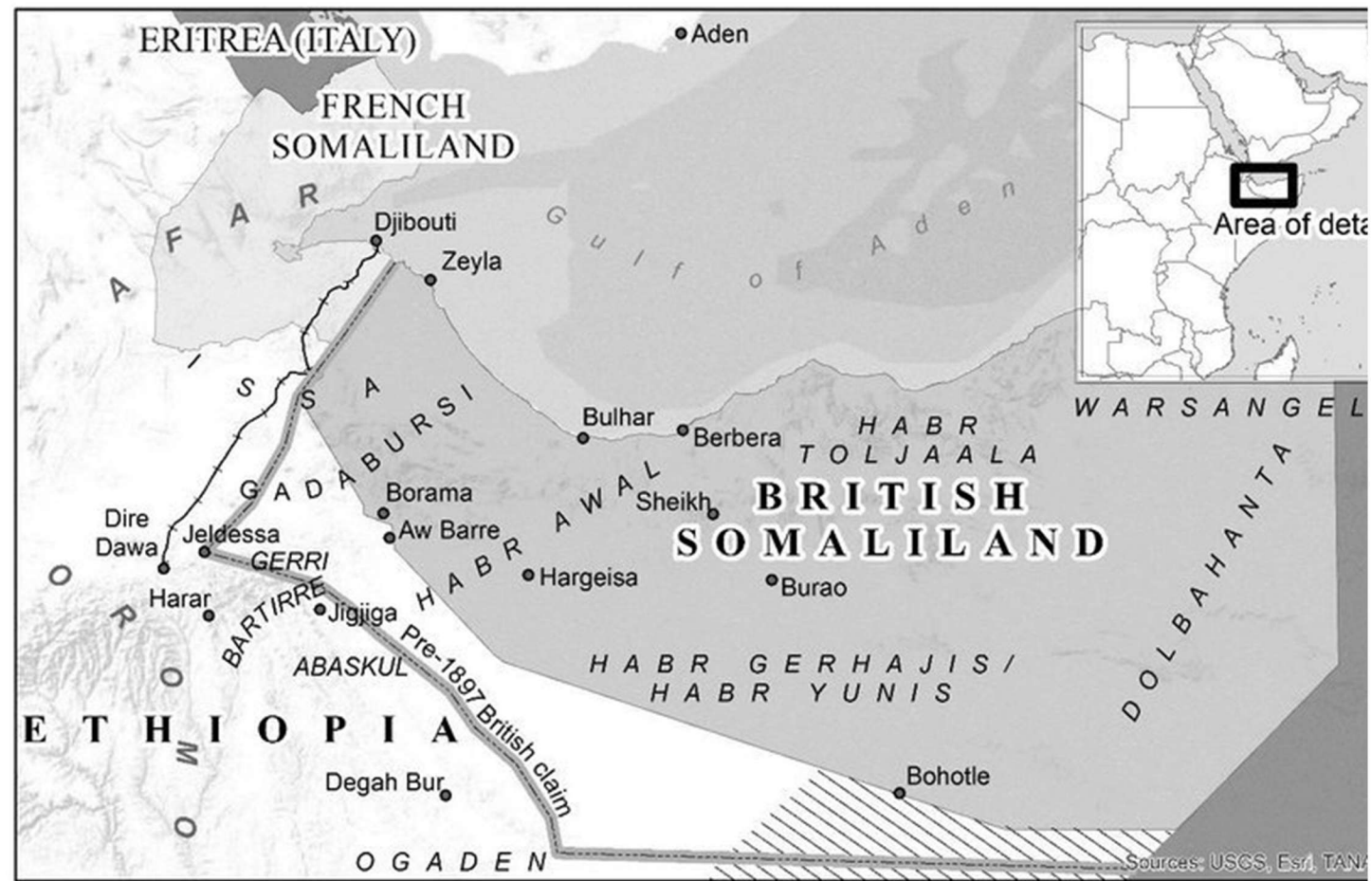
Somaliland, de l'héritage colonial à l'État de facto

Depuis 1991, le Somaliland fonctionne comme un État de facto dans la Corne de l'Afrique, doté d'institutions, de forces de sécurité et d'un système électoral régulier, sans reconnaissance internationale. Cette trajectoire singulière ne relève pas d'un simple épisode sécessionniste. Elle s'inscrit dans une histoire longue, marquée par un héritage colonial distinct, une union contestée avec la Somalie en 1960 et une rupture politique nourrie par les violences de masse des années 1980.

L'argument central du Somaliland repose sur un précédent juridique précis. Ancien protectorat britannique, il accède à l'indépendance le 26 juin 1960 avant de s'unir, quelques jours plus tard, à l'ex Somalie italienne. Cette union, rapidement perçue comme déséquilibrée, alimente dans le Nord un sentiment durable de marginalisation, renforcé par la centralisation du pouvoir à Mogadiscio et la dérive autoritaire du régime de Siad Barre.

1991, reconstruire après l'effondrement

La proclamation d'indépendance du 18 mai 1991 intervient dans un contexte de désintégration totale de l'État somalien. Dans le Nord, les destructions causées par la guerre et la répression ont laissé un traumatisme collectif profond. L'enjeu n'est alors pas seulement la séparation d'avec Mogadiscio, mais la reconstitution d'une autorité publique capable d'assurer sécurité et administration là où l'État a disparu.



La singularité du Somaliland tient à la nature de cette reconstruction. Fondée sur des conférences de réconciliation internes, l'intégration progressive des équilibres claniques et l'adoption d'une Constitution en 2001, elle s'est faite lentement, sans reconnaissance extérieure, mais avec une continuité institutionnelle rare dans la région.

Le SNM, de la lutte armée à la gouvernance

Cette trajectoire ne peut être comprise sans le rôle du Somali National Movement. Créé en 1981, le SNM émerge d'abord comme un mouvement de contestation du régime Barre, sans projet indépendantiste explicite. Le tournant intervient à la fin des années 1980, lorsque les bombardements et massacres perpétrés dans le Nord transforment la lutte politique en rupture irréversible.

Cette trajectoire ne peut être comprise sans le rôle du **Somali National Movement**. Créé en 1981, le SNM émerge d'abord comme un mouvement de contestation du régime Barre, sans projet indépendantiste explicite. Le tournant intervient à la fin des années 1980, lorsque les bombardements et massacres perpétrés dans le Nord transforment la lutte politique en rupture irréversible.

Après 1991, le SNM suit une trajectoire atypique. Il accepte progressivement de se retirer au profit d'institutions civiles, appuyées sur des mécanismes traditionnels de médiation. La conférence de Borama en 1993 marque un moment clé de cette transition. Cette reconversion explique en grande partie la stabilité relative du Somaliland et sa capacité à transformer une lutte armée en projet de gouvernance.

Somaliland, de l'héritage colonial à l'État de facto



La reconnaissance israélienne de décembre 2025 n'a pas modifié le statut juridique du Somaliland, mais elle a rompu l'unanimité diplomatique et déplacé le débat. Elle met en lumière une réalité difficile à ignorer : un territoire peut, dans la durée, produire des institutions, une sécurité relative et une continuité administrative sans être reconnu. En ce sens, le Somaliland met en tension les normes africaines de souveraineté. Plus que sa capacité à gouverner, désormais établie, c'est la peur d'un précédent qui continue de verrouiller sa reconnaissance, faisant du Somaliland une anomalie politique durable, un État qui fonctionne sans exister juridiquement. ■

Élections, administration et limites

Le fonctionnement électoral constitue l'un des marqueurs les plus visibles de cette capacité institutionnelle. L'alternance présidentielle de 2024, avec l'arrivée au pouvoir de l'opposition, a renforcé l'image d'un système politique capable de gérer le changement sans effondrement. Depuis 1991, plusieurs transitions électorales ont eu lieu, un fait rare à l'échelle de la Corne de l'Afrique. Cette stabilité reste inégale. Les tensions à l'Est et les différends territoriaux avec le Puntland rappellent les fragilités persistantes. Elles n'annulent toutefois pas l'essentiel : l'existence d'une administration fonctionnelle, capable de maintenir un ordre public et de gérer les affaires courantes sur une large partie du territoire.

L'absence de reconnaissance internationale constitue la principale limite structurelle du Somaliland. Exclu des circuits financiers multilatéraux, il dépend largement des transferts de sa diaspora pour soutenir son économie et amortir les fragilités sociales. Son principal atout réside dans le port de Berbera et le corridor logistique associé, devenus des enjeux régionaux avec l'implication de DP World et de l'Éthiopie. Cet actif ne garantit pas à lui seul un décollage économique, mais il offre une base matérielle à la consolidation de l'autorité publique et à l'affirmation d'une capacité d'action étatique.

Économie contrainte et anomalie politique

L'Éthiopie accuse l'Érythrée d'atrocités au Tigré

La déclaration a fait l'effet d'un séisme diplomatique. En accusant publiquement l'Érythrée de « massacres » commis durant la guerre du Tigré, le Premier ministre éthiopien **Abiy Ahmed** a franchi, **début février 2026**, une ligne politique jusque-là soigneusement évitée. Pour la première fois, Addis-Abeba incrimine de manière explicite son ancien allié de guerre pour des atrocités de masse, ouvrant une nouvelle séquence dans la géopolitique déjà explosive de la Corne de l'Afrique.

S'exprimant devant le Parlement éthiopien le **3 février**, Abiy Ahmed a rompu un long silence officiel sur le rôle joué par les forces érythréennes durant **le conflit qui a ravagé le Tigré entre 2020 et 2022**. Il a accusé l'armée d'Asmara d'avoir perpétré des massacres de civils, citant notamment la ville historique d'Aksoum, où des centaines de jeunes auraient été exécutés, ainsi que d'autres exactions graves à Shire. Le chef du gouvernement a également évoqué des pillages industriels à grande échelle : démantèlement d'usines entières à Adoua, destruction de stocks pharmaceutiques, transfert d'équipements hors du territoire éthiopien.

Au-delà de la gravité des faits allégués, c'est le changement de narratif qui retient l'attention. Au début de la guerre, Addis-Abeba niait la présence de troupes érythréennes sur son sol. Cette présence fut ensuite reconnue, puis justifiée comme un appui militaire nécessaire contre le **Front populaire de libération du Tigré**.



Cette sortie marque l'aboutissement d'une dégradation progressive des relations entre Éthiopie et Érythrée. En 2018, la signature d'un accord de paix entre Abiy Ahmed et le président érythréen Isaias Afwerki mettait fin à vingt ans d'hostilité ouverte et valait au Premier ministre éthiopien le **prix Nobel de la paix**. Deux ans plus tard, les deux pays formaient une alliance militaire contre les autorités tigréennes. Mais cette convergence tactique a volé en éclats après **l'accord de Pretoria** de novembre 2022, censé mettre fin à la guerre.

Depuis lors, les tensions n'ont cessé de s'accumuler. Les revendications éthiopiennes sur un accès à la mer Rouge, notamment autour du port d'Assab, ont été perçues par Asmara comme **une menace stratégique directe**.

Parallèlement, Addis-Abeba accuse l'Érythrée de soutenir des groupes hostiles à l'État éthiopien, tandis qu'Asmara affirme que l'Éthiopie cherche à exporter ses crises internes - en Amhara et en Oromia - au-delà de ses frontières.

La réaction érythréenne aux accusations d'Abiy Ahmed a été immédiate et virulente. Le ministre de l'Information, **Yemane Gebremeskel**, a qualifié les propos du Premier ministre de « mensonges méprisables », accusant Addis-Abeba de fabriquer un prétexte en vue d'un nouveau conflit régional. Selon Asmara, ces accusations viseraient avant tout à détourner l'attention des difficultés internes du pouvoir éthiopien et à préparer l'opinion à une escalade militaire.

L'Éthiopie accuse l'Érythrée d'atrocités au Tigré

L'enjeu dépasse toutefois le seul bras de fer bilatéral. Les déclarations d'Abiy Ahmed pourraient avoir des conséquences majeures sur le plan judiciaire et diplomatique. Elles risquent de relancer les appels à des enquêtes internationales et à d'éventuelles poursuites devant les juridictions internationales, alors que plusieurs **rapports d'experts indépendants et d'organisations de défense des droits humains ont documenté des crimes de guerre**, des crimes contre l'humanité et, dans certains cas, des actes qualifiés de génocide au Tigré.

Sur le plan politique intérieur, cette prise de parole soulève également des interrogations. En mettant l'accent sur la responsabilité érythréenne, le Premier ministre éthiopien cherche à redéfinir la narration du conflit et à limiter la mise en cause de l'armée fédérale éthiopienne et de ses alliés, eux aussi accusés par les **Nations unies et Amnesty International de graves violations** durant la même période. Les organisations de défense des droits humains rappellent que les responsabilités sont multiples et imbriquées, et que la vérité judiciaire ne saurait être sélective.

Enfin, le risque d'une nouvelle conflagration régionale ne peut être écarté. La montée de la rhétorique hostile entre Addis-Abeba et Asmara oppose désormais deux des armées les plus puissantes de la région, dans un contexte de fragilisation interne des États et de recomposition des alliances dans la Corne de l'Afrique. En reconnaissant publiquement l'implication de son ancien allié dans des atrocités de masse, l'Éthiopie ouvre une brèche dans le récit officiel de la guerre du Tigré. Reste à savoir si cette rupture marquera le début d'un processus de vérité et de justice, ou si elle ne sera qu'un épisode de plus dans une rivalité régionale aux conséquences potentiellement dévastatrices. ■

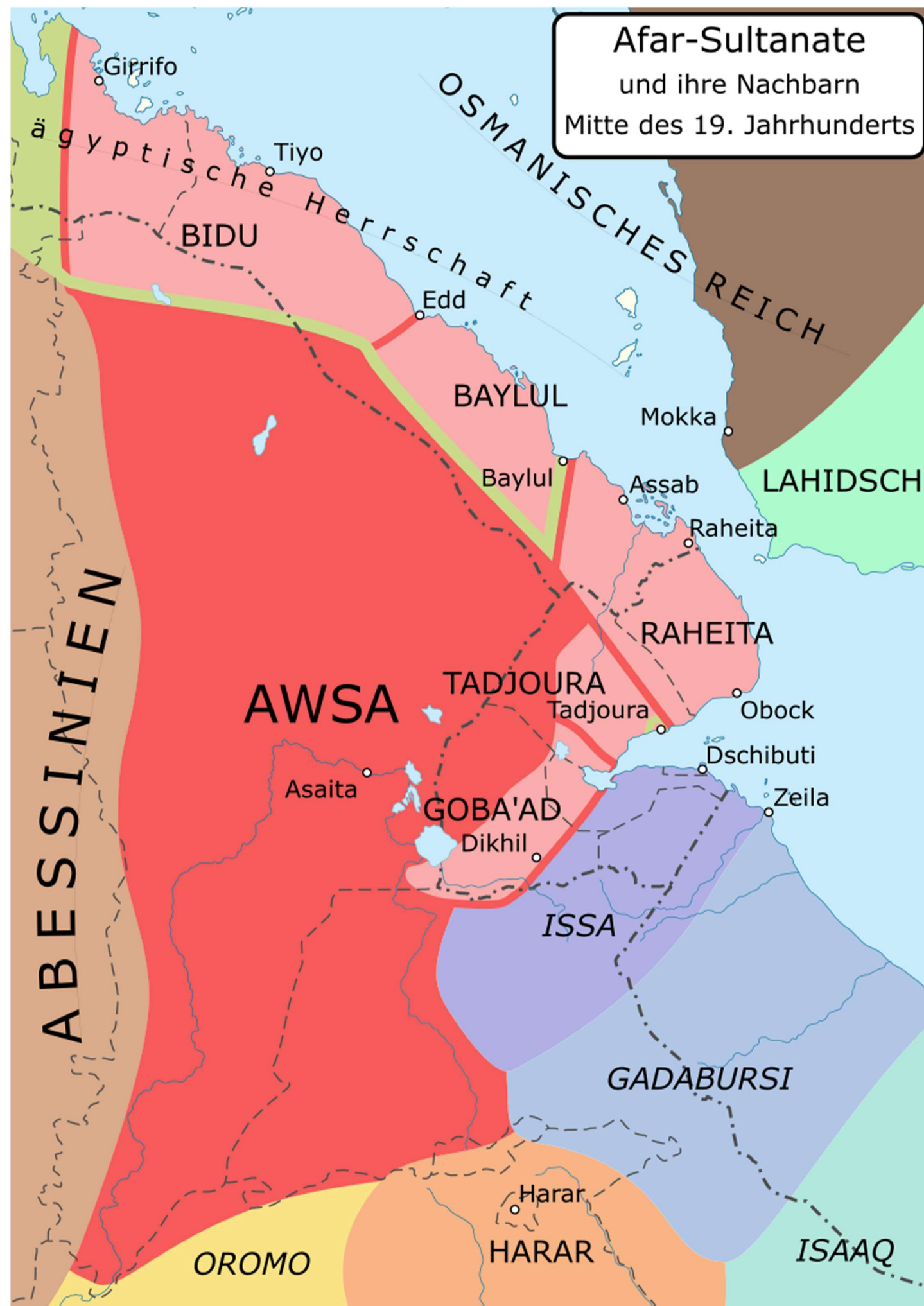


Des croyances ancestrales à l'islam

L'histoire religieuse des Afars est trop souvent abordée par fragments, réduite à des épisodes, des appartenances ou des filiations isolées. L'article académique de **Habib Mohammed Hassen**, publié en 2025 dans la revue ITYOPIS, propose au contraire une lecture de longue durée, attentive aux continuités autant qu'aux transformations. En retraçant le passage des systèmes de croyances préislamiques à l'islam, il met en lumière un processus religieux façonné par la mémoire, le territoire et les circulations transrégionales. Afar Times en propose ici une lecture éditoriale structurée, fidèle à l'argumentation scientifique originale.

Une histoire religieuse inscrite dans la longue durée

L'enjeu central de l'étude est de dépasser une lecture réductrice de l'islamisation des Afars. L'auteur n'aborde pas l'islam comme un événement isolé, tardif ou exogène, mais comme une séquence inscrite dans une histoire religieuse beaucoup plus ancienne. En mobilisant de manière croisée les traditions orales, les sources historiques, linguistiques et archéologiques, il adopte une approche de longue durée qui permet de comprendre comment l'islam s'est enraciné dans une société déjà structurée par des croyances, des normes et des pratiques religieuses cohérentes.



Afar, des croyances ancestrales à l'islam

Cette démarche rompt avec les récits qui opposent mécaniquement un « avant » païen à un « après » islamique. Elle montre au contraire que l'islam afar s'est construit par interaction, adaptation et continuité, en dialogue avec des systèmes de pensée préexistants.

Origines, généalogie et profondeur historique des Afars

Les récits d'origine occupent une place centrale dans la construction de l'identité afar. Selon les traditions abrahamiques, les Afars sont rattachés à la descendance d'Abraham par **Qetura**, notamment à travers Madian. Ces généalogies, bien qu'issues de constructions théologiques, structurent durablement la mémoire collective et la manière dont les Afars se situent dans l'histoire régionale.

Sur le plan linguistique et symbolique, le terme afar renvoie à la notion de sol ou de poussière, présente aussi bien dans la Bible que dans le Coran, ainsi que dans plusieurs langues sémitiques et couchitiques. Cette convergence établit un lien étroit entre le peuple afar, la terre et l'origine de l'humanité. Ce lien symbolique entre en résonance avec **les découvertes paléanthropologiques majeures** réalisées dans la région afar, notamment dans la vallée de l'Awash, identifiée comme l'un des berceaux de l'humanité.

L'identité afar se construit ainsi à la croisée de trois registres indissociables : la **généalogie** religieuse, la **mémoire** orale et **les données scientifiques**. Cette superposition confère aux Afars une profondeur historique singulière, rarement prise en compte dans les récits dominants sur la Corne de l'Afrique.

Des systèmes religieux préislamiques structurés

Avant l'islam, les Afars disposaient de systèmes religieux élaborés et normatifs. Le **culte de la lune**, appelée *Alsa*, occupait une place centrale, aux côtés du soleil et du ciel. À ces cultes s'ajoutait la vénération de *Waak* ou *Waako*, divinité suprême partagée par plusieurs peuples couchitiques, ainsi que l'existence d'esprits intermédiaires, les *Ayyana*, invoqués dans la gestion du quotidien.

Ces croyances étaient encadrées par un ensemble de règles appelé *Dirri*, qui régissait les tabous, les comportements sociaux et les pratiques rituelles. Le *Dirri* fonctionnait comme un véritable système moral et normatif, structurant l'ordre social bien avant l'introduction de l'islam.

L'étude met également en évidence des influences religieuses venues de l'Égypte ancienne et de l'Arabie du Sud. Les parallèles linguistiques, toponymiques et rituels avec le monde sabéen témoignent d'échanges anciens et continus à travers la mer Rouge. Certaines pratiques corporelles et funéraires évoquent par ailleurs des **héritages pharaoniques**. L'espace afar apparaît ainsi comme un carrefour religieux et culturel majeur de l'Antiquité.

Une islamisation précoce et portée par les Afars

L'un des apports majeurs du travail réside dans la démonstration **du caractère précoce de l'islamisation afar**. Les traditions orales et les sources historiques situent l'arrivée de l'islam dès les premières décennies de la prédication musulmane, autour de **l'année 615**, lors de la première migration des compagnons du Prophète vers le royaume chrétien d'**Aksum**.

Les Afars apparaissent comme des acteurs centraux de ce processus. Ils auraient accueilli, protégé et guidé les premiers musulmans à travers leurs

territoires, contribuant activement à leur mise en sécurité. Des lieux comme Kuneba occupent une place essentielle dans cette mémoire islamique ancienne, avec des récits persistants **de présence et d'inhumation de compagnons du Prophète**.

L'islam s'est diffusé chez les Afars principalement par le commerce, les circulations maritimes et les réseaux humains, et non par la conquête. Cette modalité explique la capacité de l'islam à s'articuler avec les structures sociales existantes, sans provoquer de rupture brutale.

Ifat et Adal : la centralité afar dans l'islam médiéval

Les Afars occupaient une position centrale dans les sultanats d'Ifat et d'Adal. Les basses terres afares, la vallée de l'Awash, Awsa et les ports de la mer Rouge constituaient le cœur géographique, politique et religieux de ces États musulmans.

Ils participaient activement à l'administration des sultanats et formaient une composante essentielle de leurs forces militaires. Cette réalité remet en cause les récits historiographiques qui marginalisent leur rôle et invite à reconnaître leur place structurante dans l'histoire islamique médiévale de la Corne de l'Afrique.



Afar, des croyances ancestrales à l'islam

Enfin, les **anciens lieux sacrés** associés au culte de *Waak* ont été réinvestis dans un cadre islamique. Les sommets montagneux, autrefois dédiés aux rites préislamiques, sont devenus des espaces de dévotion musulmane, occupés par des prédicateurs et des figures religieuses locales.

Cette relecture islamique des lieux sacrés témoigne d'une intégration par réappropriation plutôt que par effacement.

Une trajectoire religieuse sans rupture

Pour **Habib Mohammed Hassen**, l'histoire religieuse des Afars s'inscrit dans un continuum de longue durée, au sein duquel l'islam ne se substitue pas aux structures antérieures mais les reconfigure progressivement. Cette lecture permet de dépasser les oppositions réductrices entre préislamique et islamique, en montrant que les Afars ont intégré l'islam à partir de cadres religieux, sociaux et symboliques déjà constitués.

Pour Afar Times, cette lecture constitue une base solide pour penser l'identité afar comme le produit d'une histoire longue, faite de circulations, d'adaptations et de continuités, au croisement de la religion, de la culture et du politique. ■

Continuités culturelles et intégration de l'islam

Après leur islamisation, les Afars ont intégré l'islam au cœur de leur organisation sociale et culturelle sans rompre avec l'ensemble de leurs pratiques antérieures. Cette continuité est particulièrement visible dans la structuration du temps.

Avant l'adoption des calendriers islamiques et éthiopiens, les Afars disposaient d'un **système propre de dénomination des mois**, fondé sur des repères saisonniers et rituels. Les appellations islamiques se sont progressivement superposées aux anciennes, sans les faire totalement disparaître. En **2001**, l'État régional afar a officialisé une réorganisation des mois afin de les aligner sur le calendrier éthiopien, tout en préservant la mémoire des dénominations traditionnelles.

Des continuités comparables s'observent dans la désignation des jours de la semaine et dans le vocabulaire religieux.

L'usage de termes tels que *Yalla* pour désigner Dieu, ou *Alsa* pour la lune, témoigne de la persistance d'un substrat ancien dans la religiosité quotidienne. Certaines expressions liées aux serments ou à la maladie en portent également la trace.

L'islamisation a aussi reconfiguré les représentations généalogiques. Une majorité de clans afars revendique aujourd'hui une ascendance remontant à la tribu du **Prophète Muhammad** (PSL), en particulier à la lignée hachémite. Cette affiliation constitue un élément structurant de l'identité collective et confère un prestige social et religieux durable à de nombreux lignages.

Le mariage illustre de manière exemplaire l'articulation entre droit coutumier et islam. L'*erer*, institution préislamique fondée sur le versement de présents à la famille de la mariée, demeure indispensable. Le *nikah* islamique s'y est greffé sans s'y substituer, confirmant une continuité juridique et sociale profonde.

Le Courrier du lecteur

Afar Times est aussi une tribune pour des signataires extérieurs à la rédaction. Cette ouverture éditoriale vise à enrichir le débat d'idées en croisant les regards, les expériences et les approches. En favorisant la pluralité des points de vue, Afar Times entend contribuer à une réflexion collective exigeante sur les enjeux historiques, culturels, économiques et politique qui traversent la région

Pour soumettre un texte, nous vous invitons à nous contacter à l'adresse suivante : afar.times@outlook.com

Par Mohamed Qayaad

J'ai écrit cet essai par nécessité morale, non par goût de la polémique. Parce qu'à force de lire et d'entendre des discours fragmentés sur Zeila, j'ai compris que nous étions en train d'oublier ce qui fait de nous un peuple : **la mémoire, la dignité et le courage** de se parler en vérité.

Zeila n'est pas qu'un nom, ni même un territoire. C'est une mémoire blessée, un miroir où se reflètent nos incompréhensions, nos peurs et nos espoirs. J'y vois le symbole de cette fracture silencieuse entre Issa et Gadaboursi — une fracture que nous avons héritée, mais que nous pouvons, et devons, réparer.

Nous avons trop longtemps laissé les blessures se transmettre comme un héritage. Il est temps de transformer cet héritage en leçon, et cette leçon en avenir. Écrire sur Zeila, c'est tenter de redonner à la parole son rôle premier : réparer, relier, réconcilier. C'est croire encore qu'entre la rancune et le silence, il reste une place pour la vérité — et que cette vérité, si elle est dite avec respect, peut devenir le premier pas vers la paix.

Ô ZEILA — LES BLESSURES DE LA MÉMOIRE

Préambule : Zeila, miroir des passions

Ô Zeila... combien de passions as-tu déchaînées ? Ce nom seul suffit à raviver des émotions, à éveiller des souvenirs mêlés de fierté et de douleur. Zeila, ville millénaire et berceau de culture, demeure aujourd'hui un symbole : celui des malentendus, des rivalités anciennes, et des fraternités brisées entre Issa et Gadaboursi.

Ce texte, né d'un simple commentaire sur la page d'un ami est devenu une méditation sur notre mémoire collective. Il répond à un débat lancé en ligne — encore un de ces échanges où, derrière les claviers, des jeunes reproduisent les querelles de leurs ancêtres sans toujours en comprendre la profondeur.

Zeila, symptôme d'un mal plus profond

Ce qui se joue autour de Zeila n'est pas un simple désaccord sur une appartenance territoriale. C'est le symptôme d'un **mal plus profond** : celui d'une mémoire fragmentée, d'un dialogue interrompu depuis des générations. Les relations entre Issa et Gadaboursi ont toujours été faites de proximité et de rivalités, d'alliances et de méfiances. Deux peuples frères, deux rameaux d'un même arbre somalien, partageant les mêmes espaces de nomadisation — de Djibouti à Guban, de Gogti à Borama —, mêlant leurs lignages par des mariages multiples. Pourtant, ces liens n'ont pas suffi à éteindre la méfiance. Chacun a figé sa version de l'histoire dans une narration tribale devenue un mur.

Et c'est là que se trouve la racine du problème : nous vivons dans des récits parallèles, non dans une vérité partagée.

1949 : le traumatisme fondateur

L'année 1949 marque un tournant. Ce n'est pas seulement une date sur un calendrier colonial, mais un **traumatisme collectif** transmis de génération en génération. Ce fut le moment où les deux communautés, jusque-là entrelacées, commencèrent à porter des récits divergents sur leur place, leur légitimité, leur douleur.

Depuis, chaque camp s'est construit une mémoire close, nourrie d'injustices ressenties, d'héroïsmes réinventés et de blessures non dites. Et parce que ce passé n'a jamais été étudié objectivement, il continue de nous hanter. C'est pourquoi nous avons besoin, aujourd'hui, d'un travail d'historiens et de sociologues — des gens sincères, dotés de rigueur et de courage moral — pour démêler ces fils. Car sans vérité, il n'y a ni justice, ni réconciliation.

Les années 1990 : la blessure ouverte

Les années 1990 furent une autre tragédie — plus complexe, plus diffuse, étalée entre la Somalie, Djibouti et l'Éthiopie. Les alliances, les exils, les guerres, les réfugiés ont encore fragmenté les mémoires et brouillé les repères. Là où il aurait fallu construire la paix, nous avons préféré nous taire — ou pire, entretenir le silence comme une arme.

Le Courrier du lecteur

Ô ZEILA – LES BLESSURES DE LA MÉMOIRE

Conclusion : retrouver le souffle de la vérité

L'histoire des Issa et des Gadaboursi n'est pas une malédiction. Elle est une leçon. Et cette leçon nous enseigne que la paix ne se décrète pas, elle s'apprend – comme on réapprend à se parler, à écouter, à se souvenir sans haïr.

Disons-le clairement : la vérité n'appartient à personne, elle se construit ensemble. Et si nous parvenons à écrire cette vérité commune, alors peut-être qu'un jour, les jeunes qui s'interpellent aujourd'hui par écrans interposés pourront se rencontrer, se regarder, et se dire : « *Nos ancêtres se sont trompés, mais nous, nous avons choisi la paix.* »

MQ, analyste politique et citoyen engagé pour la justice sociale dans la Corne de l'Afrique.

Il est temps de reconnaître que nous souffrons d'un **mal de mémoire**. Nous avons préféré la mythologie à l'histoire, le soupçon à la vérité, la rancune à la justice. Sans diagnostic partagé, sans dialogue sincère, sans débats ouverts, nous resterons prisonniers de nos blessures. La réconciliation ne viendra ni des politiciens ni des réseaux sociaux, mais d'une volonté collective de comprendre avant de juger.

C'est seulement à ce prix que Zeilacessera d'être un champ de bataille pour redevenir ce qu'elle fut jadis : un carrefour de commerce, de culture, et de fraternité.



Nous avons oublié que la réconciliation n'est pas un acte administratif, mais un processus moral et humain. La paix signée « à la sauvette » après la dernière guerre n'était qu'un pansement posé sur une plaie infectée. Et aujourd'hui, à peine trente-cinq ans plus tard, nous voyons déjà les signes d'une rechute.

Le nouveau champ de bataille : les réseaux sociaux

Ce qui, jadis, se transmettait autour du feu ou dans les poèmes de clan se diffuse aujourd'hui à travers TikTok et Facebook. Les réseaux sociaux sont devenus les nouveaux champs de bataille de nos rancunes.

Des jeunes, souvent sincères mais ignorants du poids de leurs mots, y rejouent les querelles de leurs aînés. Et parfois, tragiquement, des anciens eux-mêmes se joignent à ce vacarme, oubliant leur rôle de sages pour devenir **les porte-voix de l'amertume**.

Nous ne débattons plus pour comprendre, mais pour vaincre. Nous ne parlons plus pour construire, mais pour humilier. Et dans ce vacarme, Saylac devient moins une ville qu'un symbole de notre incapacité à guérir.

Le besoin urgent d'un diagnostic collectif

À Hamilton, la jeunesse afar d'Erythrée pose les jalons d'une structuration politique

Le 5 février 2026, la ville de **Hamilton**, en Nouvelle-Zélande, a accueilli la Conférence de la jeunesse afar de la mer Rouge (Red Sea Afar youth), une rencontre organisée à la croisée de la diaspora et des dynamiques politiques régionales de la Corne de l'Afrique. Tenue sous format hybride, combinant présence physique et participation en ligne, la conférence a rassemblé jeunes militants, responsables politiques et acteurs communautaires autour d'une interrogation centrale : comment structurer durablement le rôle de la jeunesse afar dans un contexte de blocage politique persistant en Érythrée. Au-delà de la diversité géographique des participants, la rencontre a illustré une volonté claire de dépasser l'éparpillement militant pour construire un cadre de réflexion et d'action plus cohérent, capable d'articuler revendications politiques, enjeux sociaux et réalités régionales.



Une jeunesse appelée à jouer un rôle structurant

Dès la séance d'ouverture, les interventions de plusieurs figures de l'opposition érythréenne ont placé la jeunesse au cœur de toute perspective de transition politique. Les responsables présents ont insisté sur la nécessité de renforcer les liens entre acteurs politiques et forces civiques, estimant que l'absence de coordination demeure l'un des principaux freins à l'émergence d'alternatives crédibles face au pouvoir en place à Asmara.

Les débats ont mis en évidence un diagnostic largement partagé : autoritarisme prolongé, marginalisation politique et économique des territoires marginalisés, déplacements forcés et violations répétées des droits fondamentaux continuent de structurer le quotidien des populations afares de la mer Rouge. Dans ce contexte, la jeunesse est perçue non comme un simple relais générationnel, mais comme un acteur susceptible de renouveler les modes d'organisation et de mobilisation.

Femmes, participation politique et ancrage social

Les travaux de la conférence ont également permis d'aborder les limites internes aux mouvements politiques eux-mêmes. La question de la participation des femmes a occupé une place importante, plusieurs intervenants soulignant le décalage persistant entre discours inclusifs et pratiques organisationnelles. La nécessité de mécanismes concrets garantissant une implication réelle des femmes dans les instances de décision a été largement soulignée.

À Hamilton, la jeunesse afar d'Érythrée pose les jalons d'une structuration politique



Entre diaspora et horizon politique

Réunie loin du terrain, à Hamilton, la Conférence de la jeunesse afar de la mer Rouge n'en témoigne pas moins d'une dynamique politique qui se construit dans l'exil. Elle illustre la manière dont une jeunesse dispersée géographiquement cherche à transformer cette distance en ressource politique, en tentant de structurer un discours, des priorités et un agenda communs.

Plus largement, les échanges ont insisté sur le lien entre engagement politique et réalités sociales. La participation des jeunes, ont rappelé plusieurs intervenants, ne peut être dissociée des enjeux de développement local, d'éducation et d'accès à des perspectives économiques. Sans cet ancrage, le militantisme risque de rester cantonné à l'exil ou à des cercles restreints, sans prise réelle sur les dynamiques sociales.

Une lecture régionale des rapports de force

Au-delà des enjeux internes, la conférence a élargi la réflexion aux évolutions politiques récentes dans la Corne de l'Afrique. Les participants ont analysé les recompositions en cours et leurs implications pour l'Érythrée et pour la communauté afar de la mer Rouge, dans un environnement régional marqué par l'instabilité sécuritaire et la concurrence entre acteurs étatiques et non étatiques. Cette lecture régionale a mis en lumière les contraintes spécifiques auxquelles sont confrontés les mouvements de jeunesse :

fragmentation des espaces politiques, pressions sécuritaires, dépendance à l'exil et contraintes organisationnelles croissantes.

Autodétermination, unité et agenda à venir

À l'issue des discussions, les participants ont exprimé leur inquiétude face aux conséquences à long terme des politiques actuellement menées en Érythrée, tant sur le plan des droits humains que de la cohésion sociale et de la stabilité régionale.

La conférence a débouché sur la création d'un comité chargé d'élaborer un plan de travail pour l'année à venir, avec pour priorités le renforcement organisationnel, l'amélioration de la communication politique et une meilleure capacité de réaction face aux évolutions du contexte régional. Les participants ont réaffirmé le droit du peuple afar de la mer Rouge à l'autodétermination, y compris l'option de la sécession, tout en appelant à une unité accrue entre organisations afares et à une coordination renforcée au sein de l'opposition érythréenne.

Reste à savoir si cette volonté de structuration saura, dans la durée, dépasser le cadre déclaratif pour s'inscrire dans des dynamiques capables d'influencer concrètement les rapports de force autour de la question afar et de l'avenir politique de l'Érythrée.